

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

USS : les adieux au Pr André Moussavou Mouyama

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

Le vaisseau mortuaire a franchi le seuil de l'Université des sciences de la santé (USS) d'Owendo. Il l'a déposé de l'une de ses forces, Pr André Moussavou Mouyama. Décédé le 20 janvier dernier à Nantes (France), celui qui fut le premier recteur de l'USS a reçu, hier, l'ultime hommage de l'ensemble de la communauté universitaire. Un hommage à la hauteur de l'homme qu'il a été. Le Pr Moussavou Mouyama est né le 14 avril 1947 à Dissala, dans la province de la Nyanga. Devenu professeur titulaire de Pédiatrie en 2006, il a été directeur de la Fondation Jeanne-Ebori de 1987 à 1990, inspecteur général de la Caisse nationale de sécurité sociale, service contrôle et consommation pharmaceutique de 1991 à 1997. Puis, en 1997, il est nommé directeur de l'hôpital pédiatrique d'Owendo, où il a exercé jusqu'en 2000, avant d'être promu à la tête de l'Université Omar-Bongo (UOB). Deux ans après, il devient recteur de l'USS. "Puisque toute œuvre humaine est perfectible, celle du Pr André Moussavou Mouyama a connu



Les enseignants-chercheurs rendant hommage à l'illustre disparu.

certainement des manquements envers des personnes ou des institutions. Aussi, implorons-nous votre indulgence et votre pardon à l'heure où nous lui disons au revoir", a conclu, dans son

oraison funèbre, le Pr Ategbo. Des nombreux témoignages, on retiendra que ce grand universitaire a fait l'unanimité autour de sa personne, parce qu'il était compétent dans le

vaste domaine de sa spécialité. Professeur, il l'aura été incontestablement. Les qualités indéniables de brillant pédagogue lui ont permis de livrer, dans les structures sanitaires du pays,

une cohorte de 72 médecins pédiatres qui font la fierté de l'USS.

Ce dimanche, il ira se reposer pour l'éternité dans la terre de ses ancêtres...

Maux et débat

Quand notre société crée de petits monstres

Alors qu'on était encore plongé dans la psychose née de la vague de violences qui a déferlé sur Libreville les 23 et 24 janvier, consécutivement à la rumeur sur des enlèvements présumés d'enfants, une agression mortelle mercredi matin à Tchibanga est venue assombrir davantage le tableau : un élève de la classe de 5e tué à coups de couteau par son condisciple de 4e au sein même de leur établissement, le collège privé "La Réussite". Sous le regard d'autres apprenants, plus préoccupés à immortaliser le drame avec leurs smartphones qu'à secourir leur camarade effondré et saignant à flots.

Un drame de plus et de trop qui relance le débat sur la persistance de la violence en milieu scolaire, malgré des campagnes de sensibilisation des différents acteurs. Mais les solutions préconisées tardent à prendre forme. Telle que celle qui exige la fouille systématique des cartables des enfants, qui devrait être généralisée à tous

les établissements, publics et privés. La nonchalance de l'administration sur ce point favorise ainsi l'introduction des armes blanches dangereuses (couteaux, lames, ciseaux, cutters, ...) dans les cours de récréation et/ou les salles de classe. Surtout que même un outil didactique comme le compas s'est transformé en outil d'agression.

Le meurtre de Tchibanga s'inscrit donc dans une longue série de drames qui ont endeuillé le monde éducatif ces dernières années. Des violences d'enfant à enfant traduisant une sorte d'échec de la société actuelle. Laquelle a tendance à engendrer de petits monstres froids dénués de tout humanisme. Certains n'hésitant pas à tuer pour des peccadilles.

En effet, que valent un téléphone portable, une pièce de monnaie, et autres babioles pas rapport à la vie d'un être humain ? N'y a-t-il par risque de voir l'école, lieu par excellence pour forger la camaraderie et se former à

la citoyenneté, se transformer dangereusement en un champ de mort ?

Les dysfonctionnements du système éducatif, ajoutés à la démission parentale de certaines familles qui abandonnent l'éducation de leurs enfants à la rue, laissent libre cours à ces dérives et violences, parfois aveugles, comme on a pu le vivre il y a quelques jours à Libreville. Aidées en cela par une défaillance du gouvernement qui n'a pas su faire dans l'anticipation.

Les regrets, excuses et larmes de certains jeunes pris par la force publique dans le cadre de ces violences, assorties d'une mort d'hommes, ne changent rien à la donne, qui interpelle les familles et les pouvoirs publics. Est-ce le modèle de société que nous voulons pour notre jeunesse ?

Par NIE-MUKENI